

## Annexe 1: Modèle d'Engagements des Pays

Reconnaissant les pressions énormes et les incertitudes importantes auxquelles sont confrontés les gouvernements et les décideurs en ce moment, et la nécessité de garantir la crédibilité des engagements, les principes suivants sont conçus pour guider leur formulation.

Volume d'Engagement						
Base d'engagement (%) <b>22%</b>						
Veuillez sélectionner l'une des cases ci-dessous (cliquez sur la case) :						
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
Dépense d'éducation comme en du budget national (y-compris le)	Dépenses d'éducation en pourcentage du budget total (hors service de la dette)	Dépense d'éducation en pourcentage du PIB	Dépenses d'éducation par habitant en pourcentage du PIB par habitant (par sous-secteur)	Autre % (veuillez préciser) <b>22% hors charges communes (hors service de la dette hors exonération..)</b>		
Description du périmètre budgétaire de l'éducation						
Veuillez énumérer tous les ministères responsables des éléments inclus dans le calcul des dépenses d'éducation. Idéalement, cette description devrait identifier où dans le budget national les éléments pertinents sont enregistrés. <b>Ministère de l'Education Nationale, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Ministère de la jeunesse et des Sports, Ministère de l'Enseignement Professionnel et Technique.</b>						
Dépenses historiques et projetées (%)						
Veuillez inclure toutes les dépenses historiques disponibles (budget exécuté), ainsi que la valeur projetée finale pour l'année au cours de laquelle votre engagement se termine. L'inclusion de valeurs intermédiaires est encouragée mais pas obligatoire. Si votre engagement prend fin avant 2025 (la durée du nouveau plan stratégique du GPE), veuillez fournir une brève justification ci-dessous (par exemple, alignement de la durée de l'engagement avec le CDMT du pays).						
2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>20.59%</b>	<b>18.01%</b>	<b>18.4%</b>	<b>20%</b>	<b>22%</b>	<b>22%</b>	-----
Raison (optionnelle):		Le Niger fait face à des chocs exogènes dont celui de la sécurité et celui du changement climatique qui freinent l'atteinte de son objectif. En dépit de ses chocs, le Président de la République s'est engagé à allouer 22% du budget global de l'Etat au secteur de l'Education. Aussi, l'État continuera à mobiliser les ressources internes et fera le plaidoyer auprès des PtfS dont l'appui est nécessaire pour l'atteinte de cette cible.				

## Autres engagements politiques indicatifs

Veuillez décrire ici tout engagement politique important en matière d'équité et d'efficacité dans les domaines prioritaires pour votre pays. Ceux-ci pourraient inclure l'égalité des genres, une meilleure gestion du personnel enseignant, l'amélioration de la ponctualité et de l'accessibilité des données pour la responsabilité mutuelle, les dépenses nationales de relance ciblant l'éducation, ainsi que les impératifs intersectoriels, y compris la restauration/l'expansion des programmes de santé et de nutrition scolaires pour ne laisser personne derrière, etc. Nous encourageons également les engagements à renforcer les relations de travail entre les ministères des Finances et de l'Éducation.

Dans son discours d'investiture, le Président de la République du Niger a affirmé : « **Je ferai de l'Éducation un domaine dont je m'occuperai personnellement autant que je m'occuperai de la sécurité** ». Cette vision du Président de la République fait de l'éducation une priorité vitale. Devant les PTFs et les partenaires sociaux cette vision a été déclinée le 30 avril 2021 en 4 axes

- **AXE 1 Accroissement des capacités d'accueil des établissements scolaires** ; Dans cet axe on peut retenir la construction des internats pour filles, et des collèges de proximité qui rapprocheraient les lieux d'habitation des élèves notamment les filles de leur établissement (Le maillage prévu est d'environ 5km au lieu de 15 km en moyenne présentement dans les zones rurales) en vue de favoriser leur maintien à l'école et contribuer par leur niveau d'instruction à capturer le dividende démographique et assurer leur autonomisation future.
- **AXE 2 Scolarisation de la jeune fille**. Des mesures incitatives ont été prises à travers un cadre juridique approprié, des politiques et stratégies en faveur de l'égalité des genres : Le Décret présidentiel N°2017-935/PRN/MEP/A/PLN/EC/MES portant sur la protection, le soutien et l'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité et son arrêté d'application N° 000025 MEP/A/PLN/EC/MES/MEP/T du 4 Février 2019, L'Arrêté N° 337 MEP/A/PLN/EC du 22 août 2019 précisant les conditions d'inscription scolaire des filles âgées de 8 à 9 ans, la Stratégie genre de l'EFTP en faveur des filles et des personnes en situation de handicap, la Stratégie Nationale de l'Accélération de l'Éducation et de la Formation des Filles et des Femmes SNAEFF 2020-2030 .
- **AXE 3 Développement du capital humain**: améliorer la qualité de l'enseignement en classe par le développement d'un programme de développement professionnel des enseignants (PDE) et en offrant des activités d'encadrement local et individualisé pour améliorer les connaissances sur le contenu et les pratiques pédagogiques des enseignants en mettant l'accent sur la lecture dans les premières classes.
- **AXE 4 Gouvernance du système** : L'amélioration de la gouvernance à travers des subventions à la performance et le renforcement de capacités des écoles normales de formation d'enseignants pour accroître leur autonomie et leur redevabilité, ainsi que sur le renforcement des capacités de leadership dans la gestion institutionnelle, y compris la gestion budgétaire et pédagogique et la gestion des ressources humaines.

Engagement de volume

Autres ministères et LEG

Veuillez indiquer si cet engagement a été approuvé par d'autres ministères selon le cas, y compris le ministère des Finances, et a été partagé avec le GLPE :  
L'Engagement du Président de la République sera pris en compte dans les documents programmatiques 2022-2024 des ministères en charge de l'éducation : documents de programmation pluriannuels des dépenses (DPPD) ; Plan d'Action Annuel (PAA) et celui des Finances à travers les projets annuels de performance (PAP)

---